



Lettre d'information - Mai 2014



Revue de presse

Procédures collectives: « Les risques de défaillances du droit français à travers l'affaire Belvédère » - Bloomberg

A la suite de la conférence du 2 avril organisée par D&C sur le thème de la réforme des procédures collectives, l'agence de presse Bloomberg reprend certaines interventions pour souligner les lacunes de la nouvelle loi au travers de l'affaire Belvédère.

Retrouvez et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce <u>lien</u>

« Démocratisons l'économie française » : D&C co-signe une tribune collective - Le Monde

La France doit assouplir son cadre législatif pour permettre aux entreprises innovantes et à fort potentiel d'innovation de se développer.

Retrouvez et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce <u>lien</u>

Procédures collectives: « Le projet d'éviction des actionnaires n'est pas abandonné » - L'AGEFI



Les publications de D&C

Projet d'ordonnance de simplification et sécurisation de la vie des entreprises : les commentaires de D&C, par Christophe Baert

Quelques regrets peuvent être formulés à l'égard des mesures destinées à simplifier et sécuriser la vie des entreprises prévues par le projet d'ordonnance pris en application de la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014. Nous déplorerons notamment l'absence d'un régime juridique spécifique au rachat des actions de préférence ou encore de mesures permettant de simplifier et de clarifier l'organisation de la masse des porteurs de VMDAC.

Retrouvez et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce lien

« Réforme du droit des entreprises en difficulté : quand la Constitution s'en mêle... », par Jérémy Martinez et Sophie Vermeille



Les Evènements de D&C

« Procédure collective : enjeux et perspectives de la réforme annoncée » : la vidéo est en ligne

La vidéo de la conférence réunissant le 2 avril dernier experts et professionnels autour du thème de la réforme des procédures collectives est désormais accessible en ligne. Pour visionner la vidéo, cliquez sur le lien

Retrouvez également l'intégralité des actes de la conférence en cliquant sur les liens suivants :

Partie 1

Partie 2



20 juin 2014 - Paris:

Une seconde Ordonnance est attendue au cours de l'été pour rendre possible l'éviction des actionnaires de contrôle lors de la procédure de redressement judiciaire.

Retrouvez et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce <u>lien</u>



Procédures collectives : « La réforme des procédures collectives se fera en deux temps » - L'AGEFI

L'ordonnance du 12 mars 2014 a été amputée, à la demande du Conseil d' État, de sa modification majeure : la possibilité pour le tribunal d'évincer les actionnaires de contrôle d'une entreprise en redressement judiciaire. Cependant, cette possibilité pourrait être à nouveau envisagée au cours de l'été dans une seconde ordonnance...

Retrouvez et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce lien

« Repenser le droit des faillites à l'aune de la révolution numérique » – LJA

La réforme du droit des entreprises en difficulté amorcée depuis quelques mois présente des enjeux macroéconomiques majeurs. Elle pourrait notamment promouvoir les entreprises françaises, telles que les sociétés numériques, en permettant suffisamment tôt une réallocation des actifs des entreprises dont les dirigeants ne sont pas parvenus à en faire des champions. En ce sens, la censure du Conseil d'Etat des mesures envisagées par le projet de loi initial freine le changement de dirigeant et d'actionnaire et risque de surcroît de porter atteinte au droit de propriété des créanciers.

Retrouvez et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce <u>lien</u>

Le proiet initial de l'ordonnance portant réforme du droit des collectives procédures devait permettre, dans certaines circonstances, l'éviction d'un actionnaire contrôlant et/ou la dilution forcée des actionnaires. C'était sans compter avec la censure du Conseil d'Etat selon lequel la Constitution s'opposerait à l'adoption des mesures envisagées au nom de la protection du droit de propriété.

Retrouvez et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce lien



Revue de presse (Suite)

D&C à l'international - Revue « Risk & Regulation », du Centre d'Analyse du Risque et de la Régulation de la LSE

Sophie Vermeille et Franck-Adrien Papon reviennent sur les causes de l'absence de marché du retournement des entreprises en difficulté en France. C'est également l'occasion de rappeler la nécessité d'une réforme plus aboutie des procédures collectives.

Retrouver et commentez l'intégralité de l'article en cliquant sur ce <u>lien</u>

Retrouver-nous sur <u>Linkedin</u> en vous abonnant à notre newsletter et suivez nous sur Twitter.

Conférence AMF « Droit et impact sur le développement des marchés financiers »

-

26 juin 2014 – Londres: iGlobal Forum's Distressed Debt Investing Summit

Cet événement réunira les acteurs européens des secteurs du private equity et de la restructuration à propos de la réglementation ainsi que sur les réelles opportunités que présentent ces marchés aujourd'hui en Europe.

Parmi les thèmes abordés: les tendances des transactions sur le marché européen; difficultés et opportunités en Europe; l'activité des investisseurs sur le marché européen de la restructuration; les implications pratiques des dernières évolutions législatives; performance et difficulté de la gestion de prêts à risque; tirer profit de la prochaine vague de défaut obligataire.

23-24 juillet 2014 - Florence : « Current developments in International and Comparative Insolvency Law: Corporates, Financial Institutions and Sovereigns ».

18-20 septembre 2014 – Aix-en-Provence: « The 31st Annual Conference of the European Association of Law and Economics »

-

Retrouvez l'intégralité des événements à venir et davantage d'informations utiles en cliquant sur ce <u>lien</u>



REGISTER TODAY AT www.iglobalforum.com/ddeurope